

LE JOUR, 1948
10 FEVRIER 1948

DROITS ET DEVOIRS

Dès l'instant que ce qui est vital pour le Liban est acquis, nous avons le devoir d'aller, pour harmoniser nos relations avec la Syrie, aux dernières limites de l'effort. En agissant de la sorte, nous demeurons conséquents avec nous-mêmes. Car notre but est de vivre et d'aider nos voisins à se faire une existence meilleure.

Aucune divergence de vues avec la Syrie ne peut nous laisser indifférents ; encore moins nous réjouir. Mais il y a des nécessités auxquelles nous obéissons parce qu'elles sont pour nous une question de vie et de mort.

Manifestement, le Liban, qui est avant tout un pays maritime et un peuple de voyageurs, est lié à des lois économiques et sociales qui commandent son destin. Ces lois diffèrent en plus d'un point de celles du voisinage. Le Liban ne peut, sans folie, se dérober à leur puissance. Mais compte tenu de ces lois (que la nature a faites et non point les hommes), nous devons nous habituer à chercher avec allégresse à faciliter la tâche de nos voisins qui, eux aussi, luttent pour leur cité. Nous ne disons pas que les procédés auxquels ils ont recours sont toujours les meilleurs. Il pourrait y avoir en Syrie plus de compréhension pour nous et plus de justice.

Il est devenu évident, par exemple, que si le Liban n'avait pas réglé comme il l'a fait son problème financier, la Syrie eut été atteinte beaucoup plus gravement par le séisme. Il est clair d'autre part que les mesures restrictives sur la circulation des produits alimentaires prises par la Syrie durant les derniers mois (bien avant l'accord financier) ont profondément inquiété et troublé un grand nombre de Libanais.

C'est qu'il ne suffit pas de fraterniser aux heures de crise. L'esprit de fraternité doit gouverner la vie quotidienne, l'effort de chaque jour, les pensées, les intentions et les actes de ceux qui gouvernent.

Ayant eu, l'autre semaine, la chance de contacts personnels avec des Syriens de qualité venus à Beyrouth, nous nous plaignons à espérer qu'ici, ces messieurs se sont fait une vue plus nette de nos problèmes. Ils ne doivent plus ignorer que leurs préoccupations sont les nôtres et que leur bonheur et leur postérité sont un de nos premiers soucis. Ils doivent savoir que nous aimons l'indépendance autant qu'eux et que le Liban est le pays des libertés autant et plus qu'un aucun autre. Mais la solution de nos difficultés à nous peut revêtir un caractère original que personne chez nous ne prétend imposer au voisin.

Tout est, pour les Syriens comme pour nous, de distinguer ce qui est normal de ce qui ne l'est pas ; ce qui est possible de ce qui dépasse les moyens et les forces, et d'agir comme font aujourd'hui trente ou quarante nations qui, sans pouvoir obtenir immédiatement tout ce qu'elles veulent, s'attachent à sauver l'essentiel et travaillent pour l'avenir.